

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Brian Cowen, Premier ministre d'Irlande, sur l'avenir du Traité de Lisbonne après le vote négatif par référendum des Irlandais, à Dublin le 21 juillet 2008.

M. BRIAN COWEN - Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, je voudrais dire que je suis ravi d'accueillir M. SARKOZY en Irlande. Non seulement pour sa première visite en tant que Président français, mais aussi en tant que Président du Conseil européen. Nous espérons que dans un moment moins frénétique, il pourra revenir avec sa famille apprécier notre pays, rester plus longtemps dans notre pays. Je voudrais dire aussi que la France et l'Irlande ont des rapports très proches au niveau gouvernemental, des rapports excellents mais aussi au travers des centaines de milliers de contacts entre les Irlandais et les Français tout au long de l'année.

Nous avons eu une réunion fort utile aujourd'hui sur plusieurs sujets et aussi sur les priorités de la Présidence française. Le point central de nos entretiens d'aujourd'hui a, bien sûr, été la situation qui découle du résultat du vote du 12 juin sur le Traité de Lisbonne. Le Président a clairement indiqué qu'il est venu parmi nous pour écouter et pour mieux apprécier pourquoi le peuple irlandais a voté non.

J'ai expliqué que nous avons actuellement entamé un processus d'analyses et de consultations qui, nous l'espérons, aboutira à une meilleure compréhension des préoccupations qui sont au fond du résultat de ce référendum. C'est essentiel pour oeuvrer à aboutir à une résolution des difficultés mais de façon satisfaisante pour chacun des 27 pays membres de l'Union. Je souligne aussi que le vote du peuple irlandais doit être respecté. Le Président SARKOZY, pour sa part, a souligné l'importance que lui et nos partenaires européens attachent à la mise en oeuvre des réformes contenues dans le Traité de Lisbonne.

L'Union doit se focaliser sur les questions qui sont importantes pour nos populations. L'Union, certes, se trouve dans une impasse difficile mais sommes déterminés à la gérer. Nous nous tournons vers octobre et le Conseil européen au cours duquel je serai en mesure de partager mon évaluation. Je vais rester en très proche contact et nous nous engagerons aussi en septembre pour préparer ce processus du Conseil européen d'octobre.

LE PRESIDENT - Monsieur le Premier ministre, cher Brian, je voudrais dire combien j'ai été heureux d'effectuer mon premier déplacement en tant que Président du Conseil européen en Irlande, pour avoir une longue réunion de travail avec le Premier ministre irlandais. Je lui ai dit combien l'Europe avait besoin de l'Irlande et combien nous lui faisons confiance pour expliquer les raisons du non et trouver les voies et les moyens avec le peuple irlandais de sortir de la situation où nous nous trouvons.

J'ai été très heureux des multiples contacts que j'ai pu avoir en compagnie de Bernard KOUCHNER avec les représentants de tous les partis politiques qu'ils aient voté oui ou non, avec les représentants des syndicats, du patronat, des associations de jeunesse, de la société civile. J'ai perçu un très grand attachement à l'Europe de la part des Irlandais. J'ai expliqué que je me

battrai pour que nous avancions à 27, sans laisser personne de côté, pour trouver une solution à 27 ensemble. Chacun m'a présenté son analyse des difficultés. Le Premier ministre d'Irlande présentera au Conseil européen, au mois d'octobre, un rapport sur la situation et sa vision de la situation de l'Irlande par rapport à l'Europe. D'ici là, nous allons multiplier les réunions de travail. J'aurai le plaisir de recevoir le Premier ministre COWEN à Paris au mois de septembre. Nos ministres vont travailler ensemble, nos collaborateurs également. Nous n'avons pas la solution miracle et surtout nous ne voulons pas l'imposer. Nous voulons que le peuple irlandais se sente respecté dans son choix mais nous devons également tenir compte du fait qu'avec l'Italie, bientôt, c'est 24 pays qui auront ratifié le Traité de Lisbonne.

Je suis convaincu qu'avec un peu de temps et l'Irlande a besoin de temps, nous trouverons la solution pour donner aux Européens les institutions démocratiques dont ils ont besoin. Et surtout, j'ai perçu cela chez tous mes interlocuteurs et notamment chez le Premier ministre, la volonté d'une Europe qui apporte des résultats. J'ai été très heureux de rencontrer les agriculteurs irlandais qui m'ont dit combien ils étaient préoccupés des négociations sur l'OMC et combien ils comptaient sur nous pour les aider. Et donc cette Europe tournée vers la vie quotidienne des gens qui donne des résultats doit être maintenant notre priorité.

Donc, en résumé, il y a une passion sur l'Europe ici et non pas un rejet de l'Europe. Il y a une volonté de trouver des solutions. Pour cela, il faut du temps. Et puis, il y a une volonté de la France qui assure la Présidence d'amener les 27 dans l'unité pour construire une Europe qui garantisse des résultats. En résumé, je ne regrette pas mon voyage ici et je veux redire à Brian mon amitié, ma confiance et mon soutien pour sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons.

QUESTION - Monsieur SARKOZY est-ce que vous persistez à apporter un veto à l'élargissement de l'Union européenne, jusqu'à ce qu'on ait une résolution du Traité de Lisbonne ? Parce qu'on ne peut pas faire avancer des amendements, des modifications de ce Traité étant donné, comme on vous l'a dit aujourd'hui, que c'est un problème à long terme. Non seulement pour la Présidence française ou même suédoise, dans 18 mois on n'aura peut-être pas résolu ce problème.

LE PRESIDENT - Monsieur, d'abord, ce n'est pas mon opinion. Comme votre Premier ministre, je suis tenu par les Traités. Le Traité de Nice prévoit une Europe à 27. Ce n'est pas moi, c'est le Traité de Nice. Et pour qu'il y ait un futur élargissement, il faut qu'on soit passé à Lisbonne. Or, en l'état actuel des choses, c'est soit Nice, soit Lisbonne, car une immense majorité des états membres ne sont pas prêts à une nouvelle conférence institutionnelle. Mais tout ceci nous donne du temps car la Présidence française continuera à ouvrir les chapitres et j'espère tous les chapitres de la discussion avec la Croatie et dans le meilleur des cas, l'adhésion de la Croatie ne serait prévue qu'à la fin 2010, début 2011. J'espère tout de même que dans trois ans, on aura trouvé la solution pour sortir de l'impasse institutionnelle où nous nous trouvons. Donc il n'y a pas d'opposition entre cette position-là, sur Lisbonne et sur Nice et le besoin d'élargissement futur.

QUESTION - La semaine dernière, le Président SARKOZY a dit que les Irlandais devaient revoter. Es-ce que vous avez été surpris par cette déclaration, choqué, ou bien est-ce que vous vous êtes dit : "finalement, il a peut-être raison parce qu'à la fin de l'année, si on est tout seul à avoir dit non, on sera dans une position inconfortable".

M. BRIAN COWEN - Je voudrais tout d'abord dire que je respecte les points de vue de tous les représentants de toutes les nations au sein de l'Union européenne, qui sont affectés par la situation actuelle tout aussi bien que nous. Le grand génie de l'Union européenne, c'est que cette Union travaille ensemble pour trouver des solutions à ces problèmes. Le vote du peuple irlandais est respecté. Les conséquences, nous en tant que leaders politiques, nous donnent de l'énergie pour trouver des moyens pour résoudre ces problèmes plutôt qu'à les laisser stagner. C'est l'obligation démocratique. Le gouvernement irlandais, pour sa part, n'a pris aucune décision en ce qui concerne un deuxième référendum, parce que nous sommes dans un processus de réflexion, un processus d'évaluation qui est nécessaire dans les jours suivants ce référendum. Mais il est clair que je vais y travailler avec la Présidence de l'Union européenne en tant que membre, en

tant que membre engage d'un pays qui a toujours démontré ses sentiments pro-européens, un pays qui veut rester au cœur de l'Europe. Je dois discuter avec mes collègues et avec la Présidence qui a un agenda plus large pour agir au nom des 26 membres au cours de sa Présidence, pour voir comment, ensemble, nous pouvons avancer de concert, faire progresser une fois que j'aurai évalué, observé, analysé les préoccupations du peuple irlandais. Nous avons un processus de consultation nationale, mais il n'est qu'en cours. Nous devons voir comment traiter un certain de ces préoccupations. C'est le processus actuel comme l'a dit Monsieur le Président. Nous ne sommes pas ici pour trouver une solution, nous sommes ici pour faire une déclaration de solidarité mutuelle pour trouver une solution, mais une solution qui sera satisfaisante pour tous les Etats membres. C'est comme cela que l'Union a toujours marché et qu'elle continuera de marcher, et l'Irlande prendra part à ce processus.

QUESTION - Monsieur SARKOZY, est-ce que vous maintenez vos commentaires énoncés la semaine dernière, que l'Irlande doit mener un deuxième référendum ? Après votre journée d'aujourd'hui, est-ce que vous comprenez la colère que ces paroles ont provoquée ?

LE PRESIDENT - Je n'ai jamais dit que l'Irlande devait convoquer un nouveau référendum ! J'ai dit qu'à un moment ou à un autre, il fallait bien que les Irlandais donnent leur avis. Je n'ai pas parlé de référendum, je n'ai pas décrit la question et je ne me suis pas immiscé dans le débat politique irlandais. Personne ne peut être en colère quand on dit à un peuple : "un jour ou l'autre, sur une question à déterminer, selon un calendrier à négocier, on vous demandera votre avis". En démocratie, c'est le moins que l'on puisse faire. Alors, si cela vous met en colère, c'est qu'il y a une atmosphère vraiment tendue. Mais il ne peut pas y avoir d'atmosphère tendue entre l'Irlande et la France. D'abord parce que nous sommes amis, parce que nous avons des intérêts en commun et parce que s'il y a quelqu'un qui peut comprendre un pays qui dit non, c'est peut-être le Président d'un autre pays qui a dit non. Donc, il n'y a pas de malentendu, il n'y a pas de problème. Le Premier ministre me l'a dit, comme chacun des représentants que j'ai rencontrés, il vous faut du temps. Il vous faut donner ce temps-là et, en même temps, j'ai expliqué au Premier ministre, comme aux autres partenaires, que nous avons des élections européennes en juin 2009 et qu'il fallait bien que l'on sache à ce moment-là quelques mois avant, si on les organisait sur la base du traité de Nice ou du traité de Lisbonne.

Chacun ses lignes rouges, chacun ses difficultés, mais croyez-bien qu'il y a une volonté entre la Présidence de l'Union et le gouvernement Irlandais de travailler main dans la main pour trouver une solution.

Je voudrais vous dire que j'ai été passionné par tous les entretiens que j'ai eus. C'était extrêmement enrichissant et nous allons poursuivre nos travaux. Dès septembre, nous allons préparer la réunion du Conseil européen d'octobre.

Mais qu'est-ce que l'on attendait du Président de l'Union ? Que je laisse faire ? Que l'on ne s'en occupe pas ? Qu'on laisse les Irlandais sur leur île ? Les Irlandais ont posé des questions: "est-ce que l'on va pouvoir rester neutres ? Est-ce que l'on va pouvoir garder notre fiscalité ? Est-ce que l'on va pouvoir garder notre législation sur l'avortement ?" Mais ces questions-là, si le Président du Conseil en exercice ne vient pas pour débattre, pour entendre, pour écouter, pour apporter les réponses, alors comment on va faire progresser le débat européen en Irlande ?

J'ai parfaitement conscience que ce sont les Irlandais qui doivent décider. Mais, en tant que Président du Conseil en exercice, je dois aussi tenir compte de la vie des 26 autres. Nous faisons l'Europe, Monsieur, à 27, pas tout seul. J'ai bien connu cette situation d'isolement avec la France et avec la Hollande. C'est la raison pour laquelle nous sommes venus, Bernard KOUCHNER et moi, voir nos amis irlandais avec beaucoup d'amitié, beaucoup de compréhension, sans volonté de nous immiscer, mais une volonté d'aider. Cela fait trop longtemps qu'en Europe, on laisse faire les choses et les difficultés. Ce n'est pas comme cela que l'on trouve des solutions.

Vraiment, je ne regrette pas ce déplacement, je l'ai dit à Brian. Il y a tout un tas de gens qui m'ont dit : "mais il ne faut pas y aller, laisse du temps, c'est trop compliqué". Evidemment, comme toujours en politique, quand c'est trop compliqué on prend la porte et puis l'on s'en va. Moi, je pense que le rôle d'un homme d'Etat, c'est de regarder la situation en face, d'aider le Premier ministre et le gouvernement à trouver des solutions. Je crois en l'Europe et il y a

beaucoup de citoyens irlandais qui croient en l'Europe. Qu'est-ce qu'ils attendent de nous ? De Brian comme de moi ? C'est que l'on discute pour trouver une solution. Comment peut-on trouver une solution si l'on ne discute pas, si l'on ne vient pas ? Alors, venir en Irlande ce serait faire de l'ingérence et ne pas venir ce serait de l'indifférence. Alors qu'est-ce que vous préférez, vous la presse irlandaise, ingérence ou indifférence ? Moi, je crois que venir c'est être un ami et pour la difficulté, peut-être que je peux aider Brian puisque cette difficulté, je l'ai connue dans mon pays. Voilà très exactement ce que j'ai fait. Je ne prétends pas avoir raison, mais je suis venu en ami voir un pays ami avec qui nous partageons des convictions et des intérêts communs et l'on va trouver des solutions. On a besoin d'un peu de temps, mais l'on s'en occupe. Je préférerais cette démarche plutôt qu'attendre le Conseil d'octobre, que Brian vienne avec son rapport sans que l'on s'en soit parlé. Ce n'est pas cela l'Europe. L'Europe, c'est s'entraider pas se compliquer la tâche, sans tenir compte de la couleur politique des gouvernements.

Je travaille avec le Premier ministre irlandais, qu'ont choisi les Irlandais. Je pense qu'il travaille avec moi dans le même état d'esprit.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez bousculé, à l'évidence les Irlandais, est-ce qu'ils ne vous ont pas malmené en retour ? Est-ce que cette visite a été utile, productive ? Est-ce que vous pouvez en tirer une leçon ?

LE PRESIDENT - Vous avez vu le gabarit du Premier ministre Irlandais ? Ce n'est pas un homme que l'on bouscule. Et regardez moi, est-ce que j'ai été brutalisé ? D'abord, vous savez, je veux le dire à Brian, c'est un homme courageux et j'étais très heureux de son invitation. Madame, je ne me suis pas invité en Irlande, ce n'est pas mon genre. Je suis venu parce que j'étais invité par le Premier ministre. J'étais très heureux que tous les responsables politiques, syndicaux et associatifs soient présents à l'Ambassade de France à la réunion avec Bernard KOUCHNER. Est-ce que vous croyez vraiment que s'ils étaient blessés ou s'ils avaient la volonté d'être désagréables avec nous ils seraient tous venus pour participer à une réunion d'une heure et demie ? L'Irlande, c'est un grand pays hospitalier qui sait parfaitement quand on veut l'aider. Donc vraiment, je termine ce voyage avec beaucoup d'optimisme. Et si, en plus, j'ai une bonne nouvelle qui vient de France, je vais dire ce que ce sont les Irlandais qui portent chance.

QUESTION - Monsieur le Président, je veux vérifier quelque chose avec vous. Si j'ai bien compris ce que vous dites, l'Irlande a eu des clarifications sur la date butoir à laquelle doit être terminé ce processus ?

LE PRESIDENT - Je veux dire à la presse irlandaise comme au peuple d'Irlande que nous n'avons pas une solution clef-en-main à un problème complexe comme celui-ci. La psychologie, cela compte. Nous sommes en train de recenser avec le Premier ministre irlandais toutes les questions qui ont fait débat et qui ont fait problème et déjà c'est un vrai travail. Nous sommes en train de les hiérarchiser sur la proposition du Premier ministre irlandais. Après, nous essaierons de voir comment on peut apporter des réponses à toutes ces questions mais ce n'est pas simplement des questions politique, il y a aussi des questions juridiques. Il faut que nos meilleurs spécialistes puissent y travailler, cela demande du temps. Il n'y a pas de date butoir, il y a simplement un rendez-vous qui est juin 2009. Il faudra qu'à un moment donné, les 27, dont l'Irlande prennent la décision de savoir si on organise ces élections sur la base du Traité de Nice ou du Traité de Lisbonne et puis on va travailler d'arrache-pied pour essayer de trouver une solution, une méthode. Voilà très exactement où nous en sommes.

QUESTION - J'ai deux questions. Monsieur COWEN êtes-vous d'accord sur le principe d'une date butoir en juin 2009 ? Monsieur le Président, le Congrès en France vient de voter la réforme institutionnelle avec une voix de majorité. J'imagine que vous êtes satisfait donc votre sentiment d'abord et quand cette réforme pourra être mise en oeuvre ?

M. BRIAN COWEN - Nous avons des élections parlementaires en juin 2009 et il nous faut apporter une certaine clarté quant aux modalités de cette élection. Une des questions que nous devons traiter avec le fait que le Traité de Lisbonne n'est pas ratifié sur la base sur non irlandais. Cela, c'est une des multiples considérations qui doivent être pondérées par nous-mêmes, par la Présidence aussi mais il est important de souligner aussi que nous allons travailler ensemble. Il

n'y a pas de solution toute faite et comme je l'ai dit immédiatement après le vote, nous devons voir ensemble comment faire avancer cette situation. Ce n'est pas facile mais ce n'est pas parce que l'on dit que ce n'est pas facile que ce n'est pas impossible parce que tous, nous voulons un résultat, un résultat commun. C'est une union des 27 pays. La France et l'Irlande avec des traditions différentes, sécurité et défense, on travaille quand même très près. Cette question que c'est une taille unique pour l'Europe à tout moment, pour tous les pays, dilue l'idée qu'il y a une accommodation, un ajustement pour les différentes cultures. Nous respectons mutuellement nos traditions qui sont différentes. Nous travaillons de près, aujourd'hui, dans des parties très dangereuses du monde, au Tchad avec un général irlandais. Ce sont des contingents franco-irlandais qui apportent le plus à cette mission que nous poursuivons tout à fait en accord avec notre politique sur le droit et le droit humanitaire international. Ces efforts de faire le portrait de l'Union européenne comme étant une solution et que l'on doit forcer les gens à accepter une solution, ce n'est pas du tout comme cela que fonctionne l'Europe et cela n'a pas été notre expérience. Lorsqu'il y a eu des différends comme celui-ci dans le passé, nous avons trouvé des solutions et il est de notre devoir d'en trouver aujourd'hui et c'est là où l'argument doit avancer et progresser. Je tiens à souligner ce point parce qu'il y a eu beaucoup de choses qui ont été dites dans notre propre débat mais voilà un exemple de la solidarité, de la coopération qui peut exister entre les membres d'une même Union qui ont des traditions différentes. C'est un point très important dans l'impasse où l'on doit confronter nos différences.

LE PRESIDENT - Avec la permission du Premier ministre d'Irlande, ce n'est pas mon habitude de commenter les événements de France de l'étranger mais, compte-tenu de l'importance de ce qui vient de se dérouler en France et du fait de votre présence, je voudrais dire quelques mots pour dire d'abord ma joie que la plus importante réforme de la Constitution qui ait été engagée depuis 1962 ait été adoptée à un peu plus que la majorité des 3/5ème. Les Français doivent savoir que, pour modifier la Constitution, il ne suffit pas d'avoir une majorité, il faut la majorité des 3/5ème. Ce n'est pas facile. Nombreux étaient les observateurs qui doutaient de notre capacité à l'obtenir mais, ce soir, je veux dire que ce n'est pas un camp qui a gagné contre un autre, ce soir c'est la démocratie française qui a gagné. Pendant ma campagne présidentielle, j'avais promis une démocratie exemplaire. Grâce à cette réforme, le Parlement aura d'avantage de pouvoirs. Il pourra maîtriser la moitié de son ordre du jour. Grâce à cette réforme, les citoyens français pourront bénéficier de l'exception de la constitutionnalité, défendre leurs droits devant le Conseil constitutionnel. Grâce à cette réforme, les pouvoirs de nomination du Président de la République seront encadrés par un Parlement qui pourra donner son opinion, bloquer une nomination qu'il ne considérerait pas comme juste et obliger à des auditions publiques. C'est une réforme extrêmement importante et je veux remercier tous ceux qui, attachés au changement, à la démocratie, à la modernisation de nos institutions ont apporté leur voix. Je veux d'abord remercier la majorité parlementaire qui a fait preuve d'une cohésion remarquable. Je veux remercier les centristes d'avoir compris que cette réforme correspondait à ce qu'ils appelaient de leurs vœux depuis des années. Je veux remercier les radicaux de gauche et les personnalités de gauche qui ont apporté leur soutien à cette réforme et je veux dire aux Français qu'une fois de plus, le camp du mouvement, du changement, de la modernité l'a emporté sur le camp de l'immobilisme, de la rigidité et du sectarisme.

Cette réforme n'était pas la mienne, cette réforme c'est celle de la démocratie française et il faut maintenant que l'on apprenne en France à voter les réformes non pas parce que quelqu'un la propose ou à cause de ce que l'on pense de celui qui la propose mais pour le contenu et l'honnêteté de cette réforme. C'est donc une victoire pour la démocratie française. Croyez-bien que je m'en réjouis profondément et j'y trouve un encouragement à poursuivre avec le gouvernement de François FILLON la mise en oeuvre des réformes essentielles dont la France a besoin pour être un pays exemplaire en Europe. C'est une très bonne nouvelle. Il y aura désormais davantage de démocratie parlementaire dans notre pays. Beaucoup l'attendaient depuis longtemps, c'est chose faite. Je suis heureux d'être le Président de la République qui y aura contribué. Je vous remercie